



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 05 mars 2026

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a relevé sa prévision de croissance pour 2026 à 1,6 % (contre 1,1 % prévu en novembre dernier).

Lors de la présentation du rapport trimestriel, la Gouverneure de la Banque centrale a précisé que la meilleure performance enregistrée au cours du dernier trimestre de l'année dernière était le principal facteur qui expliquait la révision de ces prévisions pour cette année.

Elle a toutefois ajouté que les risques pesant sur la croissance du PIB restaient orientés à la baisse, en lien notamment avec le climat d'incertitudes, les conflits géopolitiques dans le monde, la performance de l'économie américaine et la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales.

La prévision de Banxico pour 2026 est supérieure aux projections du consensus de marché (1,4 %), de l'OCDE (1,4 %) et du FMI (1,5 %). Le ministère des Finances est pour sa part beaucoup plus optimiste avec une prévision comprise entre 1,8 et 2,8 %.

Banxico a maintenu inchangée sa prévision de croissance du PIB pour 2027, à 2 %.

LE CHIFFRE A
RETENIR

1,6 %

Prévision de croissance
de Banxico pour 2026

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les envois de fonds (remesas) ont enregistré une baisse au cours du premier mois de l'année (-1,4 % g.a.), s'établissant à 4,6 Mds USD d'après la Banque centrale du Mexique (Banxico). Les entrées mensuelles en janvier ont représenté un recul par rapport à la reprise observée en décembre, lorsque les envois avaient augmenté de 1,9 % par rapport au même mois en 2024. Le mois de janvier met également fin à une série de huit mois consécutifs ayant enregistré des envois de fonds supérieurs à 5 Mds USD. La hausse enregistrée au mois de décembre dernier pourrait cependant s'expliquer par l'anticipation des envois de fonds afin d'éviter la taxe sur les remesas payées en liquide depuis les Etats-Unis entrée en vigueur au 1er janvier 2026. Pour rappel, les envois de fonds ont enregistré une baisse annuelle au cours de 9 des 12 mois de l'année 2025. L'affaiblissement du dollar qui érode les transferts de fonds pourrait également expliquer la baisse des remesas observée en janvier. Au cours de ce mois, le peso mexicain a enregistré une forte appréciation par rapport au dollar américain, entraînant ainsi une baisse du pouvoir d'achat des envois de fonds reçus au Mexique.

Selon l'enquête de février menée par Banxico, la proportion d'analystes prévoyant une détérioration du climat des affaires à horizon de six mois a reculé à 10 %, contre 20 % le mois précédent, signalant une amélioration progressive des perceptions. Cette enquête a toutefois été réalisée avant la récente intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, susceptible d'altérer l'environnement externe et les perspectives à moyen-terme. Réalisée auprès de 42 groupes d'experts du secteur privé entre le 16 et le 26 février, l'enquête montre qu'une majorité d'analystes table désormais sur une stabilisation de l'environnement économique, tandis que la proportion de ceux anticipant une amélioration augmente. Bien que le contexte actuel reste jugé moins favorable qu'il y a un an par une part importante des répondants, le pessimisme marqué observé fin 2024 et début 2025 s'atténue graduellement. Sur le plan macroéconomique, les prévisions ont été légèrement ajustées. L'inflation attendue pour fin 2026 est relevée à 4,0 % tandis que les anticipations pour 2027 demeurent globalement stables. La croissance du PIB pour 2026 est révisée à la hausse à 1,5 % (contre 1,3 % précédemment), celle de 2027 restant fixée à 1,8 %. Les anticipations de change tablent sur un peso plus solide, à 18,10 MXN/USD fin 2026, et les projections du taux de politique monétaire sont maintenues à 6,5 % pour fin 2026 et fin 2027. Les risques à court terme demeurent néanmoins significatifs. Les facteurs liés à la gouvernance concentrent 44 % des préoccupations exprimées, devant les conditions externes et les conditions économiques internes (25 % chacun). À un

niveau plus détaillé, l'insécurité publique, la politique de commerce extérieur, les faiblesses de l'État de droit, l'absence de réformes structurelles et la fragilité du marché intérieur figurent parmi les principaux freins identifiés, susceptibles de limiter la dynamique de croissance dans les prochains mois.

Finances publiques

Au Mexique, la flambée des prix internationaux du pétrole consécutive à l'escalade militaire au Moyen-Orient a porté le panier de brut mexicain au-delà de 70 USD le baril, un niveau nettement supérieur aux hypothèses retenues dans le cadre budgétaire pour 2026. La hausse des cours reflète principalement l'intégration d'une prime de risque géopolitique liée aux menaces pesant sur le détroit d'Ormuz, point de passage stratégique pour près de 20 % du commerce mondial de pétrole brut. La perspective d'une perturbation de l'offre, même temporaire, a entraîné un ajustement rapide des marchés, avec des progressions marquées du Brent et du WTI, avant une stabilisation partielle depuis mercredi. Pour les finances publiques mexicaines, un prix du baril durablement supérieur au scénario central pourrait générer des recettes additionnelles, compte tenu de la sensibilité des revenus pétroliers aux variations de prix. Le niveau observé récemment dépasse d'environ 28 % le prix moyen retenu dans les Critères généraux de politique économique 2026 (54,9 USD par baril), suggérant un potentiel de soutien budgétaire à court terme. Cet effet favorable demeure toutefois conditionné à l'évolution des volumes exportés. Les exportations de brut de Pemex ont fortement reculé en glissement annuel en début d'année et se situent en deçà des projections officielles. Cette contraction s'inscrit dans un contexte de baisse de la production et de réorientation stratégique vers l'approvisionnement des raffineries nationales, afin de renforcer l'autosuffisance en produits raffinés. Dès lors, l'amélioration des termes de l'échange pourrait être partiellement neutralisée par des volumes plus faibles. Sur le plan macro-financier, la montée des tensions géopolitiques a également accru la volatilité des marchés, avec un repli des indices boursiers domestiques et une dépréciation du peso.

En 2025, l'entreprise nationale pétrolière Pemex a réduit son endettement, mais demeure dépendante du soutien financier de l'État dans un contexte de fragilités structurelles persistantes. La dette financière brute a diminué de 22,6 % sur un an, soit environ 87 Md USD (4,2 % du PIB en 2025), grâce à des opérations de refinancement et de rachat d'obligations. Les agences de notation ont relevé la notation de l'entreprise et, début 2026, Pemex est revenue sur le marché obligataire local avec une émission de 31,5 Md MXN (environ 1,8 Md USD) afin de faire face à ses prochaines échéances. Toutefois, près d'un quart de la dette totale devra être remboursé en 2026, maintenant une pression significative sur la liquidité. Sur le plan opérationnel, la production totale d'hydrocarbures liquides

s'est globalement stabilisée autour de 1,6 million de barils par jour. En revanche, la production de pétrole brut (hors condensats) a reculé de 7,9 % sur un an, atteignant son plus bas niveau depuis 2011 pour une période comparable. En outre, la production de gaz naturel a légèrement progressé, mais demeure nettement inférieure à ses niveaux passés. L'activité de raffinage a en revanche augmenté, avec une production plus élevée d'essence et de diesel. Malgré une amélioration du résultat opérationnel et une hausse des ventes de carburants en fin d'année, Pemex a enregistré une perte nette de 2,6 Md USD. En 2025, les apports en capital du gouvernement fédéral ont dépassé les montants versés par l'entreprise au titre des impôts et droits, confirmant l'ampleur du soutien public. À moyen terme, la situation financière de Pemex dépendra de sa capacité à enrayer le déclin de la production et à renforcer durablement ses revenus propres.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	05/03/2026
Bourse (IPC)	-1,01%	30,01%	70 428,03 points
Change MXN/USD	2,73%	-13,35%	17,69
Change MXN/EUR	0,84%	-6,74%	20,50
Prix du baril mexicain	13,53%	9,34%	70,38

Amérique centrale

Costa Rica

Le secteur des travaux publics et des transports est celui qui aurait le plus failli aux objectifs du Plan National de Développement en 2025, selon le Ministère de la Planification et de la Politique Économique (MIDEPLAN). Ce secteur reste en deçà de ses objectifs pour la troisième année consécutive, plusieurs projets accusant d'importants retards. En novembre 2025, le projet d'autoroute entre San José et San Ramón aurait progressé de 14,2 % contre 61,5 % attendus, du fait de difficultés liées au montage fiduciaire du projet. De même, les travaux du terminal portuaire de Puntarenas n'auraient progressé que de 33,8 % alors qu'ils devaient être achevés l'an dernier, en raison de problèmes dans l'adjudication du contrat et dans l'importation de certains matériaux. Le projet de train électrique de transport de fret « TELCA » est presque à l'arrêt à 5,8 % d'avancement contre 52 % attendus, en raison du changement des modalités de gestion par le gouvernement. La piste de l'aéroport de Guanacaste n'aurait par ailleurs atteint que 42 % d'avancement contre 95 % prévus en fin d'année 2025 selon le rapport.

El Salvador

L'activité économique du Salvador a ralenti à 2,6 % g.a. en décembre 2025, après 4 % en novembre, selon l'Indice de volume d'activité économique publié par la Banque centrale de Réserve. Si la construction reste très dynamique (+22,8 %), deux secteurs sont en contraction, dont l'agriculture (-1,2 %) et l'administration publique (-6,4 %), traduisant un essoufflement de la croissance en fin d'année.

Guatemala

La dette publique du Guatemala a atteint 26,8 % du PIB fin 2025 (253 Md GTQ), contre 26,3 % en 2024, selon le Ministère des Finances Publiques. Cette hausse reflète le financement du déficit, l'augmentation de l'investissement public et l'expansion des dépenses sociales. Sur dix ans, l'encours a progressé de 113 % et le service de la dette représente désormais 16,4 % des recettes fiscales. La part de la dette externe augmente légèrement, son coût moyen (5,5 %) restant inférieur à celui de la dette interne. Le ratio dette/PIB demeure toutefois inférieur à 30 %, parmi les plus bas de la région.

Les réserves monétaires internationales du Guatemala pourraient atteindre un niveau record de 34,7 Md USD fin 2026, en hausse de 6 %, selon les projections de la Banco de Guatemala. Au 27 février, elles s'élevaient déjà à 32,9 Md USD, couvrant près d'une année d'importations. Cette accumulation, portée principalement par les transferts de la diaspora et les exportations, s'inscrit dans une tendance haussière continue depuis 2010 et renforce la position extérieure du pays.

L'accord commercial réciproque signé le 30 janvier avec les États-Unis n'est toujours pas entré en vigueur, le Guatemala n'ayant pas respecté le délai interne de 30 jours qu'il s'était fixé pour sa mise en œuvre. Le texte doit encore être publié au Journal officiel après consolidation des avis techniques avant promulgation par le président Arévalo. Les milieux d'affaires pressent le gouvernement d'accélérer le processus afin que les produits encore soumis au tarif de 10 % puissent bénéficier des dispositions du CAFTA-DR, une réunion bilatérale de suivi étant prévue en juillet.

Honduras

Le Congrès du Honduras a adopté la Loi de réactivation économique et de développement humain, instaurant un régime budgétaire exceptionnel pour rétablir l'équilibre macroéconomique. Le texte autorise l'exécutif à rationaliser les dépenses publiques, fusionner ou supprimer des entités décentralisées et ajuster les effectifs pour raisons budgétaires. Il encadre également la gestion des contentieux et des saisies contre l'État, dans un contexte de forte pression sur les finances publiques.

Nicaragua

L'agence de notation Moody's a confirmé la note souveraine B2 avec perspective stable du Nicaragua, saluant les excédents budgétaires et courants, la baisse du ratio d'endettement et l'accumulation de réserves. L'agence a souligné la solidité relative des indicateurs fiscaux dans la catégorie B, dans un contexte de croissance attendue entre 4,5 % et 5 % en 2025 et d'inflation maîtrisée (2,7 %).

Panama

L'activité portuaire nationale aurait progressé de 0,7 % en 2025, un rythme solide bien qu'inférieur à la croissance exceptionnelle de 11 % en 2024, selon l'Institut National de Statistique et de Recensement (INEC). En 2025, la croissance aurait été portée par la hausse du transport de marchandises en vrac (+2 %), qui compense la stagnation du trafic de conteneurs (-0,2 %), ces deux segments représentant respectivement 42 % et 57 % du volume total. À titre de comparaison,

l'activité du canal de Panama (qui mesure les transits de navires et non les opérations portuaires) aurait fortement rebondi en 2025, avec +19,3 % de transits et +15,6 % de tonnage transporté. Pour rappel, l'année 2024 avait été marquée par un rebond exceptionnel après les perturbations liées à la sécheresse de 2023. La croissance plus modérée de l'activité portuaire nationale de +0,7 % en 2025 traduirait ainsi une normalisation de l'activité, mais aurait également été freinée par les tensions géopolitiques et les perturbations du trafic maritime en mer Rouge et autour du canal de Suez. En 2026, de nouvelles incertitudes pourraient peser sur le système portuaire panaméen, notamment celles liées à la décision d'inconstitutionnalité concernant les concessions des ports de Balboa et Cristóbal. S'y ajouteraient les surcoûts liés à l'introduction récente de surcharges tarifaires pour « risque de guerre » par les compagnies Hapag-Lloyd et CMA-CGM.

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le blanchiment de capitaux, le Panama aurait engagé une dissolution massive des sociétés inactives le 27 février. Le ministère de l'Economie et des Finances ciblerait environ 181 000 personnes morales, qui n'auraient pas payé l'impôt unique annuel sur les sociétés (« *tasa única* ») depuis plus de dix ans. Pour rappel, le Panama avait été retiré de la liste grise du GAFI en 2023 et de la liste européenne des juridictions à haut risque en 2025, mais reste inscrit sur la liste européenne des juridictions fiscales non coopératives.

Caraïbes

Cuba

Les échanges commerciaux entre les États-Unis et Cuba ont atteint 490 M USD en 2025, contre 433,6 M USD en 2024, soit une hausse de 13 % en glissement annuel, et leur troisième niveau le plus élevé depuis 2001. Pour le seul mois de décembre, les ventes de produits alimentaires et agricoles se sont élevées à 46,2 M USD, contre 41,7 M USD en décembre 2024 et 45,2 M USD en 2023, selon le dernier rapport du Conseil économique et commercial États-Unis–Cuba. La structure des exportations demeure largement dominée par les produits alimentaires. La viande de volaille occupe la première place, avec 298,6 M USD, un niveau nettement supérieur à la moyenne de la dernière décennie (223,8 M USD). Elle est suivie par la viande de porc (47,9 M USD) et les produits laitiers (32,2 M USD). Le rapport souligne également la progression des exportations vers le secteur privé cubain. Depuis 2022, date de la première licence délivrée par le *Bureau of Industry and Security* (BIS) pour l'exportation de véhicules à destination de particuliers et d'entreprises privées à Cuba, le montant cumulé de ces opérations dépasse 394 M USD, selon Cubatrade. Pour la seule année 2025, les expéditions de véhicules neufs et

d'occasion - électriques et à combustion - ainsi que de bicyclettes, camions, motocyclettes et pièces détachées ont atteint 149,4 M USD. Depuis 2001, les exportations sont réalisées dans le cadre de la *Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act* (TSREEA), qui autorise les ventes directes de produits alimentaires et agricoles à Cuba sous condition de paiement comptant et liquide.

L'économie cubaine continue de s'enfoncer dans une crise profonde, marquée par une contraction prolongée de l'activité et un décrochage croissant par rapport au reste de l'Amérique latine. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a confirmé dans son Annuaire statistique 2025 que l'économie cubaine a atteint un niveau particulièrement préoccupant : deux années consécutives de contraction et le PIB par habitant courant le plus faible de toute la région. Selon le rapport, l'île occupe désormais la dernière place en Amérique latine, y compris derrière Haïti. Le PIB cubain à prix courants s'est élevé à 12,1 Md USD en 2025, soit 0,2 % du total régional estimé à 6 790 Md USD. Par habitant, le PIB chute à 1 082,8 USD, contre une moyenne régionale de 10 212,2 USD. À titre de comparaison, la République dominicaine affiche 10 867 USD par habitant et le Costa Rica 18 867 USD, tandis qu'Haïti atteint 2 136 USD, dépassant ainsi Cuba. À prix constants de 2018, ce qui permet de tenir compte de l'inflation, le PIB cubain s'établit à 88,9 Mds USD, soit 1,4 % du total régional. Le rapport confirme une contraction de 2,6 % du PIB en 2024 (2,3 % selon les chiffres officiels), tendance qui se serait poursuivie en 2025, marquant ainsi deux années consécutives de recul de l'activité. L'écart avec les autres économies de la région continue également de se creuser en matière d'emploi, d'investissement étranger et d'accès aux biens essentiels.

Haïti

Serge Gabriel Colin a été investi en tant que nouveau ministre de l'Economie et des Finances. L'ancien directeur général du Fonds d'assistance économique et social (FAES) a insisté sur son engagement pour atteindre l'équilibre budgétaire. Il a annoncé la préparation d'un budget rectificatif 2025-2026 afin de limiter le déficit budgétaire. Il a également promis de respecter les engagements pris envers le Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre du programme de Suivi par les Services du Fonds (SMP), et de rationaliser les dépenses. Le ministère devra alors arbitrer entre les nombreuses priorités du pays alors que les besoins sont nombreux et avoir recours aux partenariats public-privé pour les grands investissements nécessaires. C'est par ailleurs cette dernière option qui a été choisie pour le contrat de 500 M USD qu'a approuvé la Cour des comptes pour le renforcement de la sécurité aux frontières avec la compagnie *Evergreen Trading System Limited*.

L'indice des prix à la consommation atteindrait +23,5 % g.a. en janvier 2026, en baisse par rapport à décembre (25 % g.a.) et novembre derniers (28,3 % g.a.). Les données de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique souligneraient notamment le ralentissement des prix des produits alimentaires et de la catégorie « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». Il convient de noter que cette inflation serait plus marquée pour les produits locaux (+25,5 % g.a. en janvier) que pour les produits importés (+20,5 % g.a.).

Jamaïque

Quatre mois après le passage de l'ouragan Mélissa, la part des prêts non performants représenteraient seulement 2,8 % du total des prêts, contre 2,5 % un an plus tôt. Ce niveau reste ainsi largement inférieur au seuil de 10 % généralement considéré comme critique pour la stabilité financière d'un pays. L'impact sur les banques jamaïcaines aurait été limité en raison de leur faible exposition aux communes de l'Ouest de la Jamaïque, les plus durement affectées par l'ouragan. Les autorités avaient par ailleurs autorisé l'octroi de moratoires de six mois sur environ 50 M USD de prêts afin de soutenir la reprise de l'activité. Les difficultés de remboursement concerneraient principalement les prêts liés au tourisme et au commerce, tandis que les prêts immobiliers resteraient globalement stables. La BOJ estime néanmoins que la qualité du crédit pourrait se dégrader à mesure que les besoins de reconstruction augmentent. Dans ce contexte, la banque centrale a récemment abaissé son taux directeur à 5,50 % afin de soutenir les conditions de crédit.

République Dominicaine

Le 27 février, le président Luis Abinader a présenté devant l'Assemblée nationale les avancées du plan « Meta RD 2036 », lancé en mai 2025, et qui vise à doubler la taille de l'économie dominicaine d'ici à 2036. Parmi les autres objectifs de l'initiative, on trouve : éliminer l'extrême pauvreté (2,2 % aujourd'hui), créer 1,7 million de nouveaux emplois, tripler le salaire moyen et « atteindre un niveau d'investissement qui permette à la République dominicaine de devenir l'économie la plus prospère d'Amérique latine ». Pour atteindre ces objectifs, le Président Abinader parie sur les nouvelles technologies à forte valeur ajoutée. Il a annoncé que le pays avait signé un accord avec l'entreprise *Nvidia* pour créer un centre de formation d'excellence dans le domaine de l'intelligence artificielle. Il a également rappelé la signature de l'accord avec Google pour construire le « premier port international d'échanges digitaux en Amérique latine », avec des investissements supérieurs à 500 M USD. L'accord inclut des câbles sous-marins et un *hub* de données dont l'objectif est de transformer la République dominicaine en nœud de connectivité stratégique entre les Amériques. Le Président a aussi révélé un projet

très ambitieux d'installation d'un port spatial commercial à Oviedo (Pedernales) dans le cadre d'un accord avec l'entreprise LOD Holdings. Les investissements pour ce projet devraient dépasser les 600 M USD, avec le lancement du premier satellite prévu avant mai 2028.

La Banque centrale de République Dominicaine (BCRD) maintient son taux directeur à 5,25 % afin de contenir une inflation proche du plafond de sa cible tout en accompagnant une croissance prometteuse. En effet, l'indice des prix à la consommation se serait établi à 4,98 % g.a. en janvier 2026 tandis que la cible fixée dans le programme monétaire est de 4,0 % $\pm$ 1,0 %. La catégorie « Aliments et boissons non alcoolisées » serait responsable de 45,7 % de l'inflation mesurée. Des phénomènes exogènes, et notamment climatiques (comme l'ouragan Melissa), expliqueraient également en partie cette hausse de l'inflation. Le choix de maintenir le taux directeur à 5,25 % se comprend aussi en regard d'une hausse de 3,5 % g.a. de l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) en janvier. La BCRD prévoit une croissance de l'activité économique de 4 % en 2026.

Sainte-Lucie

Les autorités et les assureurs signalent des hausses de primes de l'ordre de 15 à 30 % sur les risques catastrophes, sous l'effet de la remontée des tarifs des réassureurs internationaux pour des petits États très exposés aux ouragans. Le gouvernement a lancé un « National Insurance Dialogue », une consultation nationale visant à identifier les difficultés structurelles du marché de l'assurance. Parallèlement, les estimations indiquent qu'environ 80 % du parc de logements résidentiels ne serait pas correctement assuré contre les risques majeurs. Cela signifie qu'en cas de choc climatique, la majorité des ménages serait sans filet privé, renvoyant la charge de la reconstruction vers des finances publiques déjà contraintes. *(Brève rédigée par la DEETS Martinique)*

Saint-Christophe-et-Niévès

Le FMI anticipe une croissance de 2,2 % pour Saint-Christophe-et-Niévès en 2026, à l'issue de la consultation au titre de l'Article IV. Après un ralentissement à 1,5 % en 2025, l'activité devrait être soutenue par la reprise du tourisme, de la construction, des énergies renouvelables et de l'agriculture. Le FMI souligne également la stabilité du système bancaire, portée par des niveaux de capital solides et une baisse du ratio de prêts non performants. Le FMI encourage la poursuite des réformes visant à renforcer l'investissement et améliorer le climat des affaires, notamment via le développement de projets d'infrastructures et de partenariats public-privé.

Trinité-et-Tobago

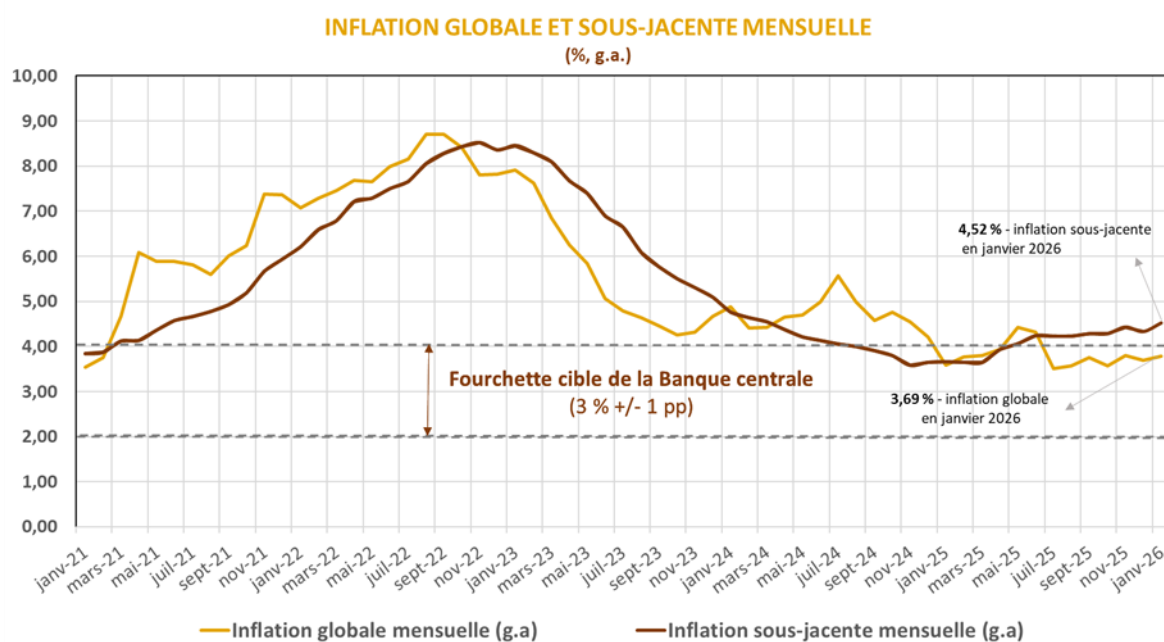
La National Gas Company of Trinidad and Tobago (NGC) pourrait être en mesure de proposer aux industriels des conditions contractuelles d’approvisionnement en gaz « plus favorables », à la suite de la finalisation, hier, de trois accords d’approvisionnement en amont conclus avec Perenco. Ce développement intervient après la récente décision de la NGC d’augmenter le prix du gaz naturel pour les clients industriels légers, de 3 USD à 5,30 USD par MMBtu, une mesure qui a suscité des réactions négatives dans certains segments du secteur manufacturier en raison de la hausse attendue des coûts de production et des inquiétudes quant à la compétitivité. La signature de ce nouveau contrat d'approvisionnement en gaz couvre la production des champs Teak-Samaan-Poui (TSP) exploités par Perenco, ce qui représente près de 25 % de l'approvisionnement total en gaz de NGC. Le contrat permet à NGC de sécuriser des volumes d'approvisionnement en amont afin de garantir une fourniture constante aux clients en aval, notamment les fabricants de produits industriels légers (LIC), la zone industrielle de Point Lisas, Atlantic LNG et la Commission de l'électricité de Trinité-et-Tobago. *(Brève rédigée par l’Ambassade de France à Trinité-et-Tobago)*

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

- Annexe Graphique Mexique -

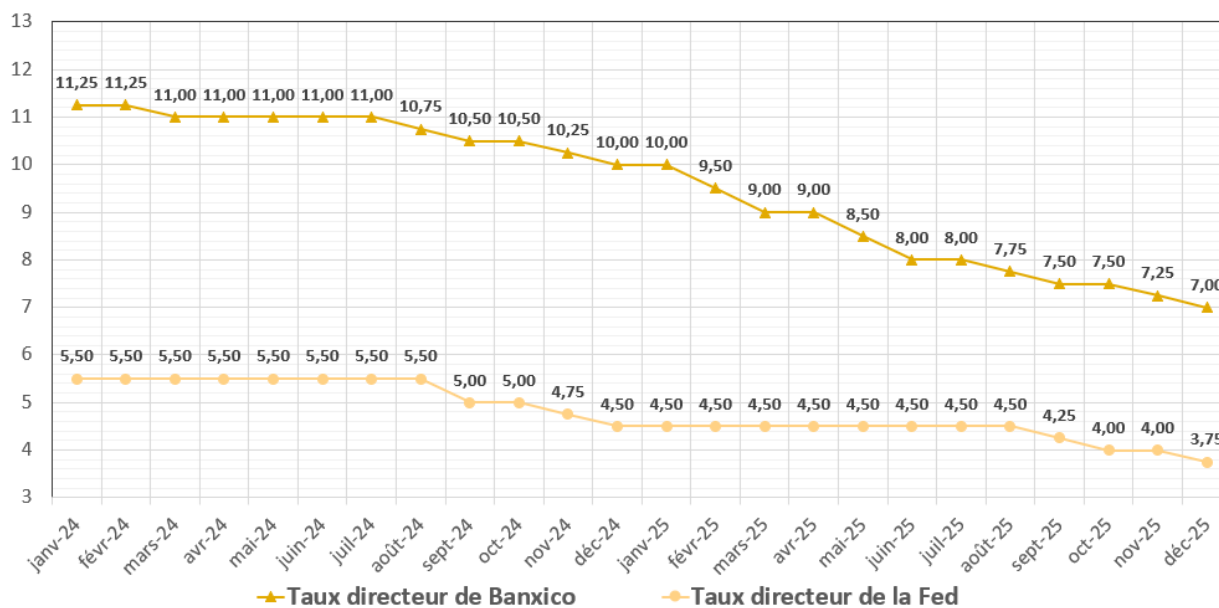


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

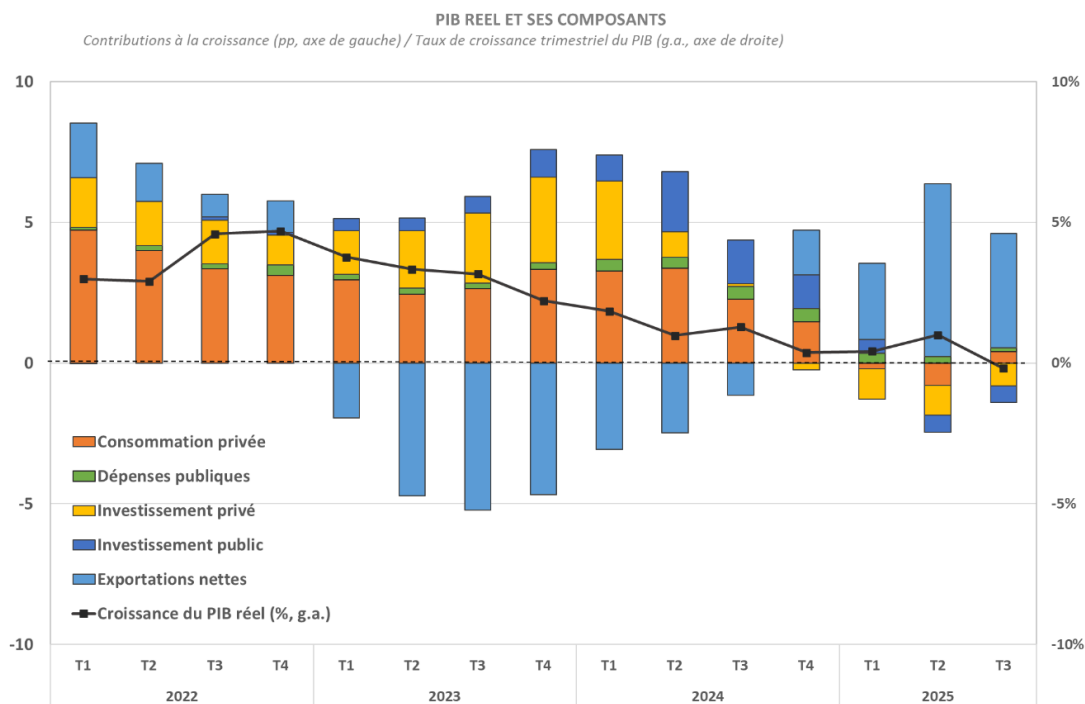


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

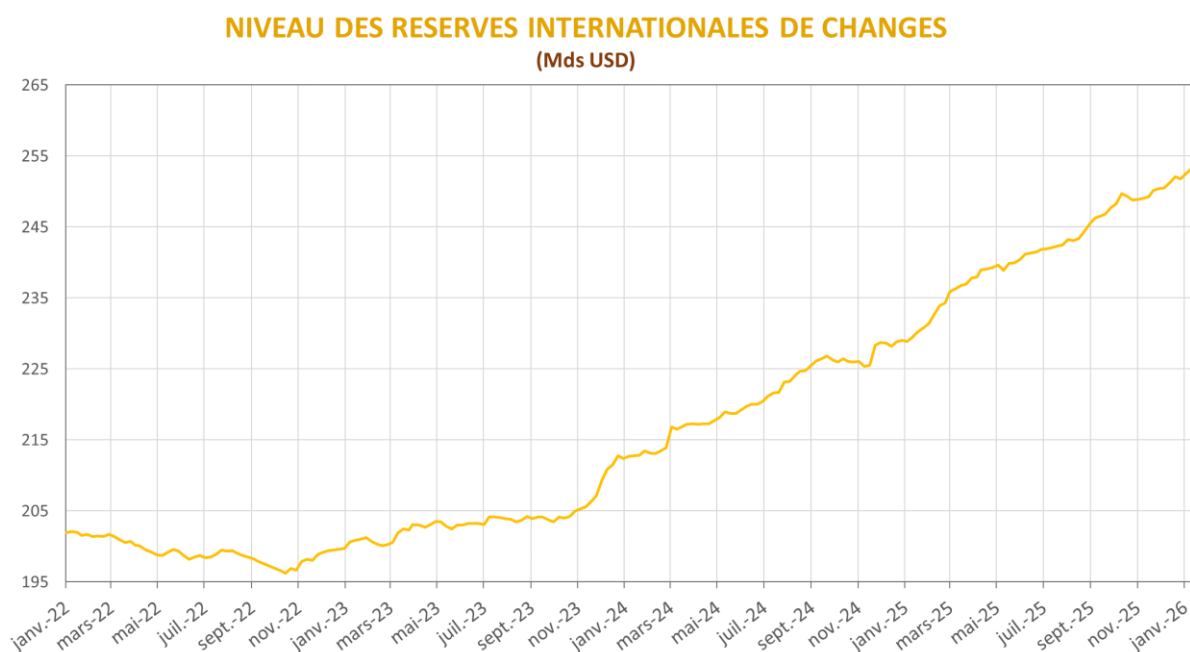
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique



Source : [Source](#) : Banque centrale du Mexique



Source : [Source](#) : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr